

# Peut-on encore fabriquer des produits énérgo-intensifs en France ?

Par Hervé BOURRIER

Directeur général d'ArcelorMittal France (depuis 2009), président de l'Union des Industries du Recyclage (UIR) et vice-président d'Entreprise pour l'Environnement (EPE)

Assurer en France un coût de l'énergie compétitif et conduire une politique de transition énergétique porteuse d'avenir pour l'industrie et l'emploi est essentiel dans un contexte de concurrence mondiale et globalisée. Les industries énérgo-intensives contribuent de manière significative à l'existence d'une industrie forte en France. Elles représentent à elles seules plus de 150 usines, autour de 10 % de la consommation électrique et de gaz naturel nationale, et environ 50 000 emplois directs et 120 000 emplois indirects.

Dans un environnement économique de plus en plus complexe et dans un contexte réglementaire de plus en plus contraignant, ces industries se sont adaptées, au fil des années, pour être plus performantes et ont dû parfois réinventer leur modèle économique et leurs modèles d'affaires.

Mais pour ces industries, pour lesquelles l'énergie peut représenter de 10 à 25 % de leur coût de production, il existe un double impératif : l'accès à une énergie compétitive en coût complet (€/MWh) et l'adoption de mesures en faveur de l'efficacité énergétique (MWh énergie/tonne de produit fini).

Les outils permettant d'améliorer la compétitivité énergétique des industries énérgo-intensives en France existent. C'est par la mobilisation de l'ensemble des acteurs que nous pourrions revenir à une industrie forte au travers de la prise rapide de mesures concrètes et efficaces.

**A**ssurer en France un coût de l'énergie compétitif et conduire une politique de transition énergétique porteuse d'avenir pour l'industrie et l'emploi en France est essentiel dans un contexte de concurrence mondiale et globalisée.

L'histoire de notre industrie, la performance de nos usines, la qualité de notre main-d'œuvre et notre capacité d'innovation sont autant d'atouts pour réussir dans la compétition mondiale.

Les industries énérgo-intensives, qui rassemblent des secteurs très variés (comme l'acier, la chimie et le papier), contribuent de manière significative à l'existence d'une industrie forte en France. Elles représentent à elles seules plus de 150 usines, autour de 10 % de la consommation électrique et de gaz naturel nationale, et environ 50 000 emplois directs et 120 000 emplois indirects.

Dans un environnement économique de plus en plus complexe et dans un contexte réglementaire de plus en plus contraignant, ces industries se sont adaptées, au fil des années, afin d'être plus performantes, et ont dû parfois réinventer leur modèle économique et leurs modèles d'affaires.

Pour ces industries, l'énergie peut représenter 10 à 25 % de leur coût de production (voire beaucoup plus pour certains produits) ; il ne s'agit pas ici d'avoir le prix de l'énergie (en euros par mégawattheures) le plus bas possible, mais bien le coût d'énergie le plus bas possible (en euros par tonne de produit fini).

Il existe donc un double impératif :

- l'accès à une énergie compétitive en coût complet (€/MWh),
- et l'efficacité énergétique (MWh énergie/tonne de produit fini) .

## La compétitivité des industries énérgo-intensives dans un environnement mondialisé

Lorsque l'on compare les coûts de l'énergie pour les industriels énérgo-intensifs en France par rapport à leurs grands concurrents mondiaux, le constat est sévère :

- en Amérique du Nord, le gaz de schiste s'est largement développé, la durée de vie des centrales nucléaires a été portée à 60 ans et l'hydraulique a été développé massivement ;
- en Russie, la vente du gaz s'effectue au prix coûtant et il existe des subventions à la production décentralisée ;
- les pays du Golfe Persique capitalisent sur une base *on-shoring* liée à la rente pétrolière.

En conséquence de quoi, l'accès à l'énergie pour ces régions est au minimum 50 % moins cher qu'en Europe, notamment pour le gaz (mais c'est aussi le cas pour l'électricité).

En particulier, la révolution des gaz de schiste a conduit à des prix de 2 à 3 fois moins élevés aux États-Unis, et ce de façon durable, comme le prouvent les chiffres suivants de l'AIE <sup>(1)</sup> :

- les prix du gaz naturel étaient au même niveau des deux côtés de l'Atlantique en 2003, ils sont 3 fois plus élevés en Europe en 2013, et ils seront deux fois plus élevés en 2035 ;
- pour l'électricité, les prix étaient 40 % plus élevés en Europe en 2003 et 120 % plus élevés en 2013, cet écart se maintenant au même niveau en 2035.

En matière de gaz naturel, comme les consommateurs industriels américains peuvent sécuriser leur approvisionnement à long terme (10 ans), ils assurent d'emblée la rentabilité de leurs énormes investissements actuels (qui démarreront à partir de 2016-2017), alors que leurs homologues européens ne peuvent contractualiser leur approvisionnement au-delà de 2 à 3 ans au maximum et, de surcroît, à des prix 2 fois plus élevés.

À relativement brève échéance, ce différentiel de compétitivité risque donc d'entraîner, en France, la fermeture de sites industriels gazo-intensifs exposés à la concurrence internationale.

Une analyse intéressante de l'Agence Internationale de l'Énergie montre que, si aucune mesure n'était prise d'ici à 2035, la conséquence de ces écarts de prix serait une baisse très significative de la part de marché dans le commerce mondial des biens énérgo-intensifs produits en Europe, qui passerait de 36 % en 2013 à 26 % en 2035, alors que sur la même période celle des États-Unis augmenterait de 10 à 11 %, celle de la Chine de 7 à 10 %, celle du Moyen-Orient de 3 à 5 % et celle de l'Inde de 2 à 4 %.

Il est donc urgent de mettre en place des mesures qui permettent à l'industrie européenne de bénéficier d'une énergie compétitive.

Au sein même de l'Europe, des écarts de coûts existent et persistent, voire s'aggravent, en matière d'approvisionne-

ment en électricité. Grâce à des mesures fortes de soutien à leurs industriels énérgo-intensifs, l'Allemagne et l'Espagne sont devenues beaucoup plus compétitives que la France.

En Allemagne, outre les mesures d'exemption relevant de politiques de soutien au développement des énergies renouvelables (très favorables aux industriels, tout en étant 100 % euro-compatibles), les aides aux énérgo-intensifs se chiffrent à un milliard d'euros par an, ce qui conduit à un différentiel de prix en faveur des industriels allemands allant de 30 à 40 %. Pour une consommation industrielle deux fois moindre qu'en Allemagne, l'aide équivalente en Espagne est de 550 millions d'euros par an.

En outre, le prix de marché allemand de l'électricité est beaucoup plus bas que le prix français, conséquence notamment de la forte pénétration du chauffage électrique en France, malgré son mix énérgétique favorable. Les industriels en paient les conséquences dans leur coût d'accès à l'électricité, en sus du surcoût à venir du marché de capacité français, qui est également une conséquence de la très forte thermo-sensibilité de la consommation française (les énérgo-intensifs n'étant, quant à eux, pas thermosensibles dans leur manière de consommer l'électricité).

Enfin, le choix de l'Union européenne de décarboner significativement son parc de production va rendre le prix de l'électricité (comprenant son transport, les taxes et tout dispositif de soutien aux ENR) encore moins compétitif, alors même que l'électricité européenne est déjà chère par rapport à celle de ses principaux concurrents mondiaux.

Se pose ainsi la question des choix à venir de la France en matière de mix de production, en tenant compte du fait que la France possède actuellement un mix très peu émetteur de CO<sub>2</sub> et encore compétitif en matière de coûts (nucléaire historique et hydroélectricité). Plutôt que d'être vécue comme une contrainte, la transition énérgétique doit permettre de consolider l'efficacité économique du parc de production français.

Aussi, pour que cette transition énérgétique soit une transition positive structurant sur le long terme une industrie française compétitive, il devient urgent et important de mettre en place des mesures simples et réalistes, et qui existent déjà dans d'autres pays.

## Les leviers permettant d'assurer la pérennité des industries énérgo-intensives en France

Pour les entreprises énérgo-intensives, une transition énérgétique réussie exige :

- sur le long terme, l'adoption d'un cadre politique et réglementaire national et européen cohérent et stable apportant une visibilité indispensable aux acteurs économiques,
- sur le court terme, des mesures urgentes visant notamment à préserver la compétitivité des entreprises intensives en

(1) World Energy Outlook 2013.

énergie, qui, le plus souvent, sont exposées à la concurrence internationale.

Donner accès à une énergie à un prix compétitif est une priorité, si l'on veut maintenir des industries énérgo-intensives en France.

Cet objectif peut être atteint *via* un travail portant sur toutes les composantes du prix, dans le cadre d'une politique industrielle efficace et volontariste.

Travailler sur le prix des énergies est d'autant plus efficace que la part de l'énergie est significative dans le coût global de production. C'est particulièrement le cas des entreprises énérgo-intensives. Dans des secteurs comme l'acier ou la chimie, où la part de l'énergie représente plus de 10 % des coûts totaux, diminuer de moitié le prix de l'énergie permettrait ainsi d'améliorer de 5 % le coût de revient complet.

Le prix des énergies résulte de l'addition de diverses composantes sur lesquelles il est possible d'agir (indépendamment ou concomitamment) :

- le prix de l'électron ou des combustibles, qui est directement lié à leur coût de production ou de distribution à l'échelle nationale, mais aussi, souvent, supranationale,
- les charges ou les autres volets de ce coût qui sont liés au transport de l'énergie, aux taxes et contributions au service public et aux mécanismes spécifiques de compensation, et qui relèvent des politiques publiques ;
- la rémunération des mécanismes de gestion de la demande (effacement lors des pointes de consommation).

### L'électricité

- Le prix de l'électron est la principale composante du coût de l'électricité : les modalités de calcul de l'ARENH (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique), qui nécessitent d'être validées par la Commission européenne, conduisent à fixer un prix de l'électron supérieur au prix de marché et durablement orienté à la hausse. Les marges de manœuvre pour le faire évoluer dans le sens de la compétitivité attendue par les industriels énérgo-intensifs semblent dès lors assez faibles. C'est pourquoi il est indispensable qu'en parallèle, les consommateurs énérgo-intensifs puissent bénéficier d'un nouvel accès à une électricité compétitive sur le long terme :

- *via* le nucléaire historique, en donnant aux énérgo-intensifs un accès spécifique au nucléaire historique de base (soit hors coût de modulation) en leur permettant d'investir dans le prolongement des capacités nucléaires, comme les y autorise la loi NOME,
  - *via* l'hydraulique, notamment à l'occasion du renouvellement des concessions.
- Le coût du carbone lié à la politique européenne sur le Climat n'est pas sans conséquence sur les prix d'accès à l'énergie. C'est pourquoi les lignes directrices de cette politique autorisent les États membres de l'Union européenne à compenser le coût du CO<sub>2</sub> dans le prix de l'électricité pour

une liste de secteurs énérgo-intensifs éligibles. Nombre d'États membres ont décidé de mettre en place cette compensation : l'Allemagne (750 millions d'euros alloués pour 2013-2015), les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce ou encore le Royaume-Uni. Dès lors que des industriels énérgo-intensifs français s'approvisionnent sur le marché de gros (dont la composante CO<sub>2</sub> est la même pour toute la plaque de marché Centre-Ouest européenne qui inclut notamment la France et l'Allemagne du fait des couplages de marché), cette compensation pourrait être mise en place en France au niveau maximum autorisé, et ce, pour tous les secteurs éligibles (comme l'ont fait les pays cités précédemment).

Cependant, cette compensation ne résoudra pas un *spread* de marché important et durable entre la France et l'Allemagne (de l'ordre de 7 €/MWh sur la période 2016-2018). L'accès à une électricité décarbonée (nucléaire historique ou hydraulique) à prix coûtant reste la meilleure solution pour résoudre ce problème.

- Les charges liées au transport de l'électricité contribuent également au surcoût de l'électricité, alors même que les industriels énérgo-intensifs, par nature, contribuent peu aux coûts de déploiement et d'entretien des réseaux électriques. La tarification du transport d'électricité doit refléter cette situation.

Le bénéfice de l'abattement sur le tarif de transport d'électricité ouvert aux consommateurs « stables et prévisibles » et aux industriels qui consomment de manière « anticyclique » doit être aligné sur les pratiques de nos voisins européens en termes de niveaux d'exemption (jusqu'à 90 %) et d'enveloppe globale (440 M€/an en Allemagne) en étant définitivement consolidé dans la loi sur la Transition énergétique et dans ses décrets d'application.

- En ce qui concerne les taxes, il faut s'assurer que les évolutions de la fiscalité de l'énergie intégreront les impératifs de politique industrielle et de compétitivité.

La contribution au service public de l'électricité (CSPE) est un bon exemple : alors que le dispositif allemand exemptant les énérgo-intensifs du surcoût des énergies renouvelables a été validé par Bruxelles tant pour le passé que pour le dispositif actuel, la France doit présenter un plan d'adaptation de sa législation aux nouvelles lignes directrices sur les aides d'État qui pourrait (notamment pour la part de la CSPE ne correspondant pas au financement des ENR) mettre à risque l'industrie française à hauteur d'un milliard d'euros (au titre du remboursement des aides d'État versées par le passé) et de plusieurs centaines de millions d'euros par an, à l'avenir.

- Les mécanismes d'effacement, d'interruptibilité et de capacité doivent être efficaces et permettre la mise en place d'outils économiques permettant de valoriser la maîtrise de la demande en énergie et l'optimisation énergétique entre consommateurs (rémunération de l'effacement et de l'interruptibilité des consommations, évolution des marchés d'équilibre et de services auxiliaires, évolution des tarifs d'accès au réseau). Ils doivent être une partie intégrante de la politique énergétique, à l'instar de ce que fait l'Espagne, qui dédie une enveloppe annuelle de 550 millions d'euros en faveur de la gestion de la demande de ses industriels énérgo-intensifs.

## Le gaz naturel

Afin d'agir sur le coût de la molécule de gaz, qui représente généralement plus de 90 % du coût de son énergie pour un industriel gazo-intensif, il est nécessaire :

- de permettre l'évaluation de toutes les ressources gazières (conventionnelles ou non) dans l'Union européenne et sur le territoire national, en vue de redonner au gaz toute sa place dans le mix énergétique afin d'accompagner la montée en puissance des énergies renouvelables intermittentes,
- d'organiser une table ronde ayant pour objectif l'accès des industriels gazo-intensifs à des contrats d'approvisionnement à long terme qui soient compétitifs sur le plan international, ainsi qu'à des conditions privilégiées d'accès aux terminaux et aux stockages, seule solution, à moyen terme, pour leur permettre de faire face au différentiel de prix du gaz dont bénéficie l'industrie aux États-Unis.

Les industriels gazo-intensifs ont besoin d'avoir accès à un prix du gaz compétitif, car ces industries sont fortement soumises à la concurrence internationale, et la tentation est grande pour elles de produire dans des zones où l'avantage d'un très faible prix du gaz peut représenter un écart de coût de production important.

## L'efficacité énergétique, une condition de survie pour les industries énérgo-intensives

Les efforts continus des industriels dans le domaine de l'efficacité énergétique ont permis une amélioration lente, mais régulière, de cette efficacité dans ce secteur, comme le souligne la note de juillet 2014 du Commissariat général au Développement durable : en France, l'intensité énergétique de l'industrie, c'est-à-dire la quantité d'énergie consommée par

tonne de produit fini, a baissé régulièrement et significativement sur les 15 dernières années (de -21,1 % dans la chimie entre 2001 et 2012, et de -10,6 % dans la sidérurgie) et nos industries disposent des meilleures technologies, qu'elles mettent en œuvre partout où cela est possible.

Soulignons néanmoins que ces progrès mobilisent des moyens financiers d'autant plus importants que le niveau d'efficacité énergétique est déjà élevé. C'est pourquoi les mécanismes de soutien à l'amélioration de l'efficacité énergétique sont essentiels, encore plus en période de crise économique ou de sortie de crise, notamment pour les industriels français exposés à la concurrence internationale.

Pour maintenir une activité industrielle forte, il est nécessaire de disposer d'un socle de R&D, celle-ci étant indispensable à l'innovation et permettant le développement de technologies en rupture.

## Conclusion

Renforcer une industrie compétitive et efficace énergétiquement est non seulement indispensable pour les grands équilibres économiques et sociaux, mais c'est aussi le meilleur moyen de maîtriser les émissions globales de CO<sub>2</sub>. Restaurer la compétitivité énergétique des industries énérgo-intensives en France est donc à la fois une obligation économique et un impératif écologique.

Les outils permettant d'améliorer cette compétitivité existent, en particulier pour le secteur des électro-intensifs.

C'est par la mobilisation de tous les acteurs que nous pourrions transformer l'ambition d'une France industrielle forte en une réalité de terrain, au travers de la prise rapide de mesures concrètes et efficaces.